



Formuler une Politique pour l'économie sociale

Du 30 sept. au 2 oct. 2009 | Halifax, Nouvelle-Écosse



Social Economy and Sustainability Research Network
Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité
Bridging, Bonding, and Building / Renforcement des liens et des capacités

Organismes d'économie sociale et financement externe

George Karaphillis, Université du Cap-Breton

Collaborateurs communautaires du projet de recherche :

Seth Asimakos (*Saint John Community Loan Fund*), Peter Hough (*Réseau d'investissement communautaire du Canada, Coopérative*), avec le soutien sur le terrain du *Community Services Council of Newfoundland & Labrador*.

Objectifs de l'étude

L'étude a pour objectifs d'entreprendre une enquête de grande envergure sur les besoins financiers des organismes d'économie sociale dans les provinces de l'Atlantique, et sur les défis auxquels ces organismes sont confrontés. L'étude examine les demandes de financement externe et tente d'identifier les besoins financiers et les défis qui font face à un échantillon d'organismes d'économie sociale, de déterminer les caractéristiques des organismes qui réussissent à obtenir des subventions externes et d'identifier les facteurs qui favorisent ces réussites. L'étude vise également à estimer les demandes de financement externe en matière d'économie sociale dans la région.

Le rôle du financement pour rendre possibles les activités entrepreneuriales et la croissance économique est reconnu depuis longtemps. On a également reconnu que les écarts dans le financement sont nuisibles à la création et à la croissance des petites et moyennes entreprises et les gouvernements ont parrainé de nombreuses recherches sur le financement accordé aux petites et moyennes entreprises. Bien que la taille relative de l'économie sociale soit plus importante au Canada que dans d'autres pays développés, les gouvernements canadiens n'ont pas montré le même intérêt vis-à-vis des problèmes de financement des organismes d'économie sociale. Les chercheurs du centre de recherche de l'Atlantique d'économie sociale sont d'avis qu'il est important d'en apprendre davantage sur les problèmes de financement qui affectent les organismes d'économie sociale. Cette initiative de recherche a été stimulée par des partenaires communautaires tels que la *Fédération canadienne des coopératives de travail* et le *Saint John Community Loan Fund*.

On s'accorde à dire, dans les documents publiés, que les problèmes qui entourent le financement de l'économie sociale et la manière dont les organismes d'économie sociale utilisent les subventions qu'ils reçoivent et ont accès à des subventions externes sont au centre de la durabilité du secteur et des organismes qui en font partie. Toutefois, les recherches actuelles se concentrent sur les options de financement et sur les instruments à la disposition des organismes d'économie sociale et sur les critères, par institution financière. Peu de recherches ont été menées sur la demande et l'offre de financement

externe pour les organismes d'économie sociale, sur la manière dont les subventions sont utilisées et sur les défis auxquels font face les organismes d'économie sociale quand ils tentent d'obtenir des subventions, au Canada en général et au Canada de l'Atlantique en particulier.

Envergure

L'étude fait appel à des exemples d'organismes situés dans cinq régions géographiques suffisamment restreintes pour que nous ayons pu y dénombrer le nombre d'organismes d'économie sociale, soit : Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), l'Île du Cap-Breton, la municipalité régionale d'Halifax, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve. On a pu ensuite en tirer un échantillon qui comprend des représentants de chaque type d'organisme d'économie sociale, des représentants de chaque secteur et des représentants d'une variété de tailles et d'âges d'organismes.

L'Enquête nationale sur les organismes bénévoles et sans but lucratif a dénombré 13.000 organismes incorporés et oeuvres de bienfaisance enregistrées au Canada de l'Atlantique et a rapporté que le revenu généré par ces organismes s'élevait à 5,7 milliards de dollars (Rowe, 2006). Nous avons utilisé un ensemble de quatre critères qualitatifs reconnus pour les organismes d'économie sociale afin de raccourcir la liste d'organismes qui allait nous servir d'échantillon de base : activité économique, aucune redistribution des surplus aux membres, association bénévole jouissant d'autonomie légale et décisionnelle et de gouvernance démocratique (Bouchard et al, 2006).

Méthodologie

L'étude a porté principalement sur une enquête menée sur des échantillons comprenant des représentants de chaque type d'organisme d'économie sociale, des représentants de chaque sous-secteur et des représentants d'une variété de tailles et d'âges. La première tâche principale du projet de recherche a été de déterminer l'échantillon de l'enquête : la création d'une base de données d'organismes d'économie sociale dans les régions visées.

Il n'existe pas de données complètes sur les organismes d'économie sociale dans la région et les chercheurs ont dû consacrer de longues heures à compiler des listes à partir de sources diverses. À Terre-Neuve, nous avons bénéficié du soutien et de l'aide directe du *Community Services Council*. La liste que nous avons établie comprenait 5.000 organismes. En y appliquant les quatre critères décrits ci-dessus, nous avons réduit cette liste à 1.142 organismes d'économie sociale, ce qui a donné lieu à 281 questionnaires d'enquête. Les questionnaires d'enquête comprenaient des questions d'auto-sélection pour garantir que les répondants satisfaisaient aux quatre critères de sélection. Sur les 281 réponses, 207 satisfaisaient aux quatre critères établis.

Résumé du profil des organismes d'économie sociale

La majorité des organismes d'économie sociale interrogés sont des organismes de petite taille : les trois-quarts avaient moins de 20 employés et 46 % en avaient moins de 5. Toutefois, 6 % des organismes d'économie sociale emploient plus de 50 personnes! Un tiers des organismes ont un budget inférieur à 100.000 \$, mais la moitié des organismes ont un budget d'exploitation annuel de plus de 250.000 \$, et un tiers d'entre eux ont un budget qui dépasse 500.000 \$.

La majorité des organismes interrogés sont bien établis : 59 % des répondants sont établis depuis plus de 20 ans.

Les organismes d'économie sociale ont mentionné que les ventes de biens et de services, les subventions et les donations sont leurs sources principales de financement continu. La majorité des organismes (77 %) ont fait des demandes de financement externe. Les sources de financement principales des organismes d'économie sociale sont les subventions, les prêts et les marges de crédit. Les raisons principales pour lesquelles ils font des demandes de subvention externe sont l'expansion des activités et l'achat de bâtiments et d'équipement.

Résumé des résultats

Le nombre de demandes de subvention des organismes d'économie sociale qui sont rejetées est relativement élevé : 42 %. Ces organismes comptent énormément sur des subventions gouvernementales : 60 % des répondants avaient obtenu des subventions au cours des 12 mois écoulés et 74 % des organismes prévoyaient d'élargir leurs activités et tentaient d'obtenir des subventions pour financer cette expansion. Il est intéressant de noter que 40 % des organismes d'économie sociale tentent d'obtenir des subventions du secteur public et du secteur des entreprises pour financer leur expansion.

Un grand pourcentage des organismes d'économie sociale (42 %) ont l'intention d'élargir leurs activités ou de se lancer dans une nouvelle activité. Ils indiquent des montants importants de financement nécessaires pour se lancer dans de nouvelles entreprises : un quart des organismes en croissance ont besoin de fonds supérieurs à 500.000 \$ pour leur expansion. Toutefois, moins de 13 % des organismes d'économie sociale ont réussi à obtenir de tels montants au cours des 12 mois écoulés, ce qui indique une pénurie de financement.

Cette étude suggère qu'il faudrait une intervention politique pour améliorer le financement de l'économie sociale et que, pour surmonter les désavantages, le modèle inhérent des organismes d'économie sociale est le suivant :

- améliorer l'accès au financement des dettes et des prêts d'actif
- améliorer l'accès à des finances équitables
- faciliter le renforcement des capacités en matière de gestion financière et de planification au sein du secteur